



Revue de presse



Mercredi 16 Octobre 2024



Direction générale de la prospective

Faid mise sur les ressources humaines

La DGP est un rouage nécessaire à la concrétisation des objectifs inhérents à la relance économique.



En renforcement aux actions de reformes dédiées au secteur des finances, le développement du vecteur des prévisions et de la planification aborde une phase de forte évolution, à travers la mise en place des bases de concertation et de synergie, pour l'édification des politiques économiques.



Commission des finances de l'APN

Le PLF 2025 étudié aujourd'hui

Ce texte a atterri à l'APN au lendemain de son adoption par le Conseil des ministres du 7 octobre dernier.

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, hier, une réunion de concertation et d'évaluation consacrée à l'établissement de son programme de travail pour la troisième année de la 9e législature. Dans ce contexte, le ministre des Finances, Laâziz Faïd présentera, aujourd'hui, le PLF 2025 devant les membres de cette commission.



Proche-Orient, Sahara occidental, Ukraine et Sahel

Accord parfait entre Alger et New Delhi

Les deux pays «rétabliront leur concertation comme dans le passé, étant des pays actifs dans le Mouvement des Non-Alignés».

Le Proche-Orient, le Sahara occidental, l'Ukraine et le Sahel. Ces quatre dossiers chauds impactent, d'une manière ou d'une autre, l'ensemble de la communauté internationale. Sur toutes ces questions, Alger et New Delhi développent la même analyse.



Importation de viandes rouges et blanches

Les avantages fiscaux et douaniers maintenus

La méthode d'exploitation des licences d'importation par les opérateurs sera, cependant, revue.

Mettant la stabilité des prix et l'approvisionnement régulier du marché en viandes rouges et blanches, en priorité absolue, les ministères du Commerce et de l'Agriculture, ont pris la décision dimanche, de maintenir pour l'année 2025 les avantages fiscaux et douaniers liés à leurs importations.



Faïd prône le développement du capital humain et l'engagement des équipes

Réunion d'évaluation du plan stratégique de la DGP

Dans le cadre du suivi des tâches assignées au ministère des Finances, le ministre, Laaziz Faïd, a présidé, lundi, une réunion de coordination pour évaluer l'exécution du programme stratégique de la Direction générale de la prospective (DGP).



LAÂZIZ FAÏD ÉVALUE LE PLAN STRATÉGIQUE DE LA DGP : « La vision économique Algérie 2040 en préparation »

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a présidé une réunion de coordination, consacrée à l'évaluation de l'état de mise en œuvre du plan stratégique de la Direction générale de la Prospective (DGP), indique un communiqué du ministère.



Finances: Faïd préside une réunion d'évaluation du plan stratégique de la DGP

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, lundi, une réunion de coordination consacrée à l'évaluation de l'état de mise en œuvre du plan stratégique de la Direction générale de la prospective (DGP), indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du cycle de réunions visant à renforcer la synergie et l'interconnexion entre les structures du ministère des Finances, notamment les entités chargées de la prévision et de la prospective, à savoir la Direction générale de la prévision et des politiques, la Direction générale de la prospective ainsi que l'Office national des statistiques, explique la même source.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Exportation hors hydrocarbures: les démarches d'accompagnement des opérateurs économiques en débat à Alger

Une journée d'étude sur l'exportation a été organisée mardi à Alger, à l'initiative de la direction du commerce et la promotion des exportations de la wilaya d'Alger, avec la participation de plusieurs opérateurs économiques et exportateurs.



Autorisation d'émission de sukuk souverain dans le PLF2025 : Une meilleure alternative à l'endettement

Le PLF 2025 compte introduire une mesure novatrice, à travers l'autorisation qu'il propose d'accorder au Trésor public pour émettre des «sukuk souverains».

À ce sujet, Saida Tayeb et Ahmed Kadri, de l'Université de Relizane, proposent de créer une instance chargée d'émettre des sukuk, précisant que l'Etat doit se rendre compte de l'inefficience des méthodes traditionnelles dans le financement de la dépense publique.



Rapport du FMI : La dette publique mondiale atteindrait 100 000 milliards de dollars à fin 2024

La dette publique mondiale devrait atteindre 100 000 milliards de dollars d'ici à la fin de l'année, soit 93% du PIB mondial, s'est inquiété, ce mardi, le Fonds monétaire international (FMI) à l'occasion de la publication de son rapport de suivi des finances publiques (Fiscal monitor).



Le prix du Brent en baisse ce mardi

Le prix du Brent en baisse ce mardi à Londres, dans un contexte d'inquiétude sur la demande et d'apaisement des craintes d'une aggravation des tensions au Moyen-Orient.

Vers 11h, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, a atteint 73,57 dollars, reculant de 5,02%. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, chute de 5,19%, à 70,00 dollars.



Réunion de la Direction générale de la prospective : Des visions économiques à long terme

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé une réunion visant à évaluer les progrès de la Direction générale de la prospective (DGP) dans la mise en œuvre de son plan stratégique. L'objectif est de renforcer le rôle de la DGP dans l'élaboration de visions économiques à long terme, à l'horizon 2024, selon un communiqué du ministère.

عقد اجتماعا تقييميا للمخطط الاستراتيجي لمديرية الاستشراف.. فايد:

2025 سنة بداية عهد جديد للأداء الاقتصادي

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، الإثنين، اجتماعا تنسيقيا خصّص لتقييم وضعية تنفيذ المخطط الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف، أكد خلاله أن سنة 2025 تعتبر سنة حاسمة للجزائر، انطلاقا من أنها ستكون بداية لعهد مركزها الأداء الاقتصادي.

وأوضح بيان لوزارة المالية، أن اللقاء يندرج في إطار سلسلة الاجتماعات الرامية إلى تعزيز التناغم والترابط بين هيكل وزارة المالية، سيما الأجهزة المكلفة بالتقدير والاستشراف، كالمديرية العامة للتقدير والسياسات والمديرية العامة للاستشراف وكذلك الديوان الوطني للإحصائيات.



فايد ينزل إلى البرلمان الأربعاء لعرض مشروع أكبر ميزانية

التبذير خطّ أحمر بالوزارات والهيئات والإدارات خلال 2025

ينزل وزير المالية لعزیز فايد، هذا الأربعاء، إلى لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، لعرض مشروع قانون المالية لسنة 2025، الذي يأتي بأكبر ميزانية في تاريخ الجزائر تصل 16 ألفا و794.61 مليار دينار.

ويتضمن القانون تدابير لحماية القدرة الشرائية للمواطنين، مع خلّوّه من أي رسوم قد تؤثر على مستوى معيشة الجزائريين. في المقابل، يشمل المشروع توصيات صارمة ضمن تقرير القانون، لضبط نفقات الوزارات والهيئات الرسمية، خاصة فيما يتعلق بمصاريف السيارات الإدارية، الملابس، الأنشطة الخارجية، المؤتمرات، فواتير الكهرباء والطاقة.

الجزائر ستشهد بداية عهد جديد في الأداء الاقتصادي

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، أن الجزائر ستشهد بداية عهد جديد في أدائها الاقتصادي خلال 2025، وسيكون دور وزارة المالية أساسياً من أجل تحقيق الأهداف المسطرة، خاصة من خلال إعطاء الأولوية للبعد الاستشرافي للتقديرات الاقتصادية. وأوضح فايد، خلال اجتماع تنسيقي لتقييم مدى تنفيذ البرنامج الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف، بهدف تشجيع العمل التعاوني واثمين الدور الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف في صياغة الرؤى الاقتصادية طويلة المدى، على غرار رؤية 2040 وما بعدها على أهمية وضع معيار تطوير رأس المال البشري في صلب مبادرات الوزارة.

فايد يترأس اجتماعا تقييميا للمخطط الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف



ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، اجتماعا تنسيقيا خصص لتقييم وضعية تنفيذ المخطط الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف، حسبما أفاد به بيان للوزارة.

وأوضح ذات المصدر، أن هذا اللقاء يندرج في إطار سلسلة الاجتماعات الرامية إلى تعزيز التناغم والترابط بين هيكل وزارة المالية، سيما الأجهزة المكلفة بالتقدير والاستشراف، ألا وهي المديرية العامة للتقدير والسياسات والمديرية العامة للاستشراف وكذلك الديوان الوطني للإحصائيات.

PLAN D'ACTION 2025

Les instructions de Faid

Pour accompagner la dynamique d'une année placée sous le signe du tout économique, le ministère des Finances prépare son plan d'action pour 2025 et mobilise la direction générale de la prospective pour assurer une plus grande cohérence lors de l'élaboration des visions économiques à long terme. En réunissant les responsables de ladite direction, Laaziz Faid a mis l'accent sur la priorisation de la dimension prospective.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Pas d'objectifs réalisables sans une vision claire et des projections réalistes. Le ministre des Finances l'a rappelé en réunissant, lundi, les responsables de la direction générale de la prospective auxquels il a rappelé que l'année à venir est considérée comme «charnière» et marquera «le début d'un mandat axé sur la performance économique» au cours duquel, dit-il, «le rôle du ministère des Finances sera primordial pour mener à bien les actions nécessaires à la réalisation des objectifs assignés notamment par la priorisation de la dimension prospective des prévisions économiques». La réunion au cours de laquelle les responsables de la direction générale de la prospective ont pu présenter le plan d'action pour 2025 mais également «la Vision Algérie 2030» et «la Vision Algérie 2035» a permis à Laaziz Faid de donner des directives notamment en ce qui concerne l'impératif de «placer le développement du capital

humain au centre des initiatives du ministère» et la nécessité de «conjoindre les efforts et de fluidifier la circulation de l'information entre les différentes entités afin de favoriser une prise de décision éclairée et réactive». La direction générale de la prospective est appelée à intégrer dans son plan stratégique les aspects liés à «la mobilisation des ressources et à la prise en charge de la sphère informelle, afin de renforcer la capacité d'adaptation de l'économie nationale face aux défis actuels». Dans le cadre de ses missions, ladite direction est chargée de l'élaboration d'études et d'analyses prospectives portant sur les questions de développement économique, territorial, social et humain, ainsi qu'environnemental et technologique. Elle est également appelée à faire une analyse et une évaluation de la cohérence et de l'efficacité des politiques et des programmes de développement tout en s'appropriant les outils et instruments d'analyse et de pro-



Laaziz Faid, ministre des Finances.

pective pour affiner ses capacités d'anticipation. Le ministère des Finances précise que la réunion présidée par Laaziz Faid «s'inscrit dans le cadre du cycle de réunions visant à renforcer la synergie et l'interconnexion entre les structures du minis-

ère des Finances, notamment les entités chargées de la prévision et de la prospective, à savoir, la direction générale de la prévision et des politiques, la direction générale de la prospective ainsi que l'Office national des statistiques» avec pour objectif

«d'encourager le travail collaboratif et de valoriser le rôle stratégique de la direction générale de la prospective dans l'élaboration des visions économiques à long terme, telles que la vision Algérie 2040 et au-delà».

N. I.

LE FMI APPELLE À RATIONALISER LE NIVEAU DES DÉPENSES PUBLIQUES

La dette publique mondiale se rapproche de 100% du PIB

Le FMI préconise que les pays «devraient faire face aux risques d'endettement aujourd'hui à l'aide de politiques budgétaires soigneusement élaborées qui protègent la croissance et les ménages vulnérables, tout en tirant parti du cycle d'assouplissement de la politique monétaire».

La dette publique mondiale a atteint 100 000 milliards de dollars, soit 93% du PIB mondial en 2024, c'est-à-dire 10 points de pourcentage de plus par rapport à 2019. Un nouveau rapport du Fonds monétaire international s'inquiète de l'augmentation de la dette publique mondiale qui risque d'atteindre 100% du PIB d'ici 2030. «Même si la dette devrait se stabiliser ou reculer dans environ deux tiers des pays du monde, elle restera largement supérieure aux prévisions établies avant la pandémie», indique ce rapport rendu public hier. La tendance dans de nombreux pays à augmenter les dépenses publiques accentue l'incertitude entourant la politique budgétaire et les lignes rouges en matière de fiscalité se figent, estiment les analystes du FMI. «Les projections tendent à sous-estimer les niveaux d'endettement : les ratios dette/PIB réalisés trois ans plus tard



els, la solution réside dans l'accélération des réformes des prestations sociales, la redéfinition des priorités de dépenses et l'accroissement des recettes lorsque leur fiscalité est faible.

Tandis que dans le cas des pays émergents et pays en développement, il est préconisé de profiter du potentiel important d'accroissement des recettes fiscales, en élargissant les bases d'imposition et en renforçant les capacités de l'administration fiscale, par la réduction, notamment de l'évitement, tout en consolidant les dispositifs de protection sociale et en préservant l'investissement public afin de stimuler la croissance à long terme.

Du côté des dépenses, il est nécessaire, indique le FMI, de rationaliser la masse salariale publique. «Les rééquilibrages doivent aller de pair avec un renforcement de la gouvernance budgétaire, qui passe par des cadres à moyen terme crédibles, des

sont, en moyenne, supérieurs de 6 points de pourcentage du PIB par rapport aux projections.» Le FMI préconise que les pays «devraient faire face aux risques d'endettement aujourd'hui à l'aide de politiques budgétaires soigneusement élaborées qui protègent la croissance et les ménages vulnérables, tout en tirant parti du cycle d'assouplissement de la politique monétaire». Les études, effectuées par l'institution financière, montrent une tendance mondiale à dépenser plus pour faire face au vieillissement de la population, aux soins de santé, pour maîtriser la transition écologique et l'adaptation au changement clima-

Siège du FMI

tique et pour assurer la défense et la sécurité énergétique, en raison de la montée des tensions géopolitiques. «Un rééquilibrage budgétaire joue un rôle déterminant pour contenir les risques d'endettement. Dans un contexte de modération de l'inflation et de baisse des taux directeurs par les banques centrales, les pays sont mieux armés aujourd'hui pour amortir les conséquences économiques d'un durcissement budgétaire. Un report serait à la fois coûteux et risqué puisque la correction qui s'impose prend de l'ampleur au fil du temps», indique le rapport.

De même que les rééquilibrages actuels des finances publiques de 1% du PIB en moyenne sur six ans ne sont pas suffisants pour réduire sensiblement la dette ou la stabiliser. Le FMI préconise, à cet effet, un resserrement de 3,8% du PIB pour un pays moyen afin de garantir une forte probabilité de stabilisation de la dette.

UN DOSAGE PERTINENT DE MESURES

Dans des pays comme la Chine et les États-Unis, les efforts de resserrement devraient être plus

importants. «Le choix des mesures à prendre pour réduire le déséquilibre budgétaire implique des arbitrages», soulignent les analystes du FMI en notant que la réduction de l'investissement public occasionnera des pertes de production en pesant sur la croissance, alors que la diminution des transferts sociaux pénalisera les ménages vulnérables et accentuera les inégalités.

«Un dosage pertinent de mesures budgétaires axées sur les individus et sur la croissance s'impose, qui variera d'un pays à l'autre», estime le FMI. Dans le cas des pays avan-

conseils budgétaires indépendants et une gestion des risques rigoureuse», conseille le FMI en notant qu'une meilleure évaluation des risques budgétaires et une surveillance étroite des passifs conditionnels dans les entreprises publiques et la publication des statistiques de la dette détaillée, sont autant de préalables à la réduction de la dette non identifiée.

Dans un précédent rapport, la Banque mondiale a estimé qu'une quarantaine de pays sont en situation de crise de la dette ou proche de l'être, en raison, notamment, de la hausse de leur service de la dette.

Nadja Bouaricha

PRÉDOMINANCE DE LA DETTE INTERNE, SELON LE PLF-2025

Zoom sur l'évolution de la dette en Algérie

Le déficit budgétaire serait -21,8% du PIB en 2025, de -22,2% du PIB en 2026 et de -20,0% du PIB en 2027 contre -19,8% du PIB en 2024, selon les prévisions du PLF-2025. Le déficit global du Trésor, lui, passerait de -7 909,66 Mrds DA (-22,2% du PIB) en clôture de l'année 2024 à -9 221,55 Mrds DA (-24,4% du PIB) en 2025, et à -10 015,85 Mrds DA (-24,5% du PIB) en 2026, avant de connaître une atténuation pour se situer à -9 301,03 Mrds DA (-22,2% du PIB) en 2027. D'aucuns se posent la question de savoir comment seront financés ces déficits qui se creusent d'année en année.

Question légitime du reste, tant elle touche aux finances publiques et plus particulièrement à l'endettement public. Faisant la rétrospective de cette situation, le texte de loi note que l'encours de la dette publique totale a atteint 16 841,09 Mrds DA à fin juin 2024 (l'équivalent de 125 Mrds dollars), marquant ainsi une augmentation de 4,96% comparativement à fin décembre 2023 (16 044,61 Mrds DA). Quant à la dette intérieure, elle est passée de 15 920,44 à Mrds DA à fin décembre 2023 à 15 795,66 Mrds DA à fin juin 2024. Selon la même source, «cette dette est com-

posée de 71,71% de la dette d'assainissement (11 994,09 Mrds DA) et de 28,29% de la dette courante (4 732,03 Mrds DA)». En fait, l'endettement intérieur représente 99,32% du total en 2024. Cela reflète, a-t-on commenté, «l'option prise par le gouvernement de solliciter le marché intérieur pour les besoins de financements».

S'agissant de la dette extérieure, elle s'est établie à 854,08 millions dollars (114,97 Mrds DA) à fin juin 2024 contre 924,65 millions dollars à fin décembre 2023 (124,16 Mrds DA). «En termes de structure, la dette externe, note le PLF, a été composée de 93,20% de dettes courantes et de 6,81% de dette publique externe garantie à fin juin 2024.»

Cette faible proportion de la dette publique externe s'explique, affirme-t-on, par «les orientations stratégiques des pouvoirs publics, qui prévoient le non-recours à l'endettement externe dans le cadre de la couverture».

En 2023, par exemple, l'encours de la dette publique totale avait atteint 16 044,6 Mrds DA à fin décembre 2023 (l'équivalent de 119,5 Mrds dollars), marquant un accroissement de 4,2% comparativement à fin décembre 2022 (15 394,7 Mrds DA). Citant le ratio de la dette

publique par rapport au PIB, l'on a recensé qu'il a légèrement augmenté de 1,2 point de pourcentage comparativement à fin décembre 2022, s'établissant à 49,2% du PIB en 2023.

RECOURS AU FINANCEMENT BANCAIRE

Le PLF-2025 rappelle que le financement du déficit global du Trésor à fin décembre 2023, a été effectué par «le recours au financement bancaire avec un montant de 494 Mrds DA et au financement non bancaire avec un montant de 1 912,82 Mrds DA et au prélèvement du FRR avec un montant de 1 027,38 Mrds DA». Ces modes de financement ont également permis, en plus du financement du déficit du Trésor, la couverture de «l'emprunt national pour la croissance économique (8,15 Mrds DA)» et «l'emprunt externe (9,32 Mrds DA)». Selon les prévisions de clôture 2024, le déficit global du Trésor devrait se creuser à 7 909,66 Mrds DA (7 073,19 Mrds de DA prévu dans la LF-2024) contre 3 406,72 Mrds DA en 2023, représentant -22,2% du PIB, contre -10,5% en 2023. Ce déficit est expliqué par les évolutions différenciées des recettes budgétaires (-8,5%) et des dépenses (+30,3%). «Les recettes budgétaires devaient atteindre

8 235,62 Mrds DA, en repli d'environ 870 Mrds DA par rapport à celles prévues dans la LF-2024. «Cette baisse, explique-t-on, est essentiellement imputable à la diminution des revenus des participations financières de l'Etat (- 395 Mrds DA), et à l'affectation des recettes de la taxe sur les produits pétroliers aux collectivités locales (-222 Mrds DA), afin de compenser le manque de ressources résultant de la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP)». En revanche, les dépenses budgétaires devaient augmenter de 3 553,75 Mrds DA. Les charges de la dette publique représentent 539,8 Mrds DA, soit 3,2% du budget de l'Etat pour 2025, imputables totalement au portefeuille de programmes des Finances. Ces crédits, a-t-on indiqué, enregistrent une augmentation de 61,81 Mrds DA (soit +12,9%), par rapport aux crédits révisés pour 2024. Selon le texte en question, le montant prévu pour 2025 au titre des charges de la dette publique couvre à la fois «les intérêts de la dette publique interne et externes qui sont de l'ordre de 507,62 Mrds DA et «les engagements intérieurs et extérieurs de l'Etat» qui s'évaluent à 32,18 Mrds DA.

A. Benyahia

وزير المالية يترأس اجتماعا تقييما للمخطط الاستراتيجي

مديرية الاستشراف.. خارطة طريق لتجسيد «رؤية الجزائر 2040»

تسهيل تدفق المعلومات من أجل تعزيز عملية صنع قرار متبصرة ■ تعزيز التناغم والترابط بين هياكل الوزارة سيما الأجهزة المكلفة بالتقدير



ترأس وزير المالية لعزير فايد، الاثنين، اجتماعا تسيقيا خصص لتقييم وضعية تنفيذ المخطط الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف، حسبما أفاد به بيان للوزارة.

وأوضح ذات المصدر، أن هذا اللقاء يندرج في إطار سلسلة الاجتماعات الرامية إلى تعزيز التناغم والترابط بين هياكل وزارة المالية، سيما الأجهزة المكلفة بالتقدير والاستشراف، ألا وهي المديرية العامة للتقدير والسياسات والمديرية العامة للاستشراف وكذلك الديوان الوطني للإحصائيات.

أما الهدف من ذلك، فضيف الوزارة، فيتمثل في تشجيع العمل التعاوني وتثمين الدور الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف في إعداد الرؤى الاقتصادية طويلة الأمد، على غرار رؤية الجزائر 2040 وما بعدها.

وأكد فايد خلال هذا الاجتماع، على أهمية جعل تنمية المورد البشري محورا لمبادرات الوزارة، مع التنكير بأن نجاح استراتيجيات التنمية الاقتصادية المستدامة يقوم قبل كل شيء على الكفاءات والتزام الفرق.

كما شدد على ضرورة تضاهف الجهود وتسهيل تدفق المعلومات بين مختلف الكيانات من أجل تعزيز عملية صنع القرار المتبصرة والفعالة.

وذكرت الوزارة في هذا الصدد، بأن المحاور الاستراتيجية للمديرية العامة للاستشراف مهيكلة حول عديد الأولويات الأساسية، ألا وهي إعداد دراسات وتحليل استشرافية تعلق بمسائل التنمية الاقتصادية والأقليمية والاجتماعية والبشرية وكذلك البيئية والتكنولوجية.

كما تكلف المديرية، أيضا، على تحليل وتقييم تناغم وفعالية سياسات وبرامج التنمية الجارية.

بالموازاة مع ذلك، فهي ترمي إلى الحصول على أدوات ووسائل التحليل والاستشراف من أجل تحسين قدراتها الاستباقية.

وفي الأخير، فإن تعزيز الكفاءات والقدرات البشرية تشكل، حسب ذات المصدر، بعدا محوريا، عبر التكوين المتواصل

إعطاء الأولوية للبعد الاستشرافي للتوقعات الاقتصادية. وتابع المصدر، أن المسؤول المكلف بالمديرية العامة للاستشراف، قد عرض خلال هذا اللقاء، أهم الأعمال المنجزة إلى جانب مخطط العمل لسنة 2025، مشددا على تجسيد المحاور الاستراتيجية وتحقيق الأهداف المسطرة، ومن بين المساهمات الهامة للمديرية العامة للاستشراف هناك إنجاز رؤية الجزائر 2030، ورؤية الجزائر 2035.

وخلص المصدر في الأخير، إلى التأكيد على أن هذا الاجتماع يندرج في إطار «ديناميكية التناغم المتواصل» الهادف إلى فتح النقاش حول الاستراتيجيات المتلى لتحقيق الأهداف المسطرة، مع تعزيز المشاركة الفعالة والفعالية للأطراف المعنية.

للمستخدمين حول الجوانب التقنية والتحليلية اللازمة لأداء مهامهم.

في هذا الصدد، أكد الوزير على أهمية إدراج الجوانب المتعلقة بتخصيص الموارد في المخطط الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف، وكذلك التكفل بالقطاع الموازي من أجل تعزيز القدرة على تكيف الاقتصاد الوطني أمام التحديات الحالية.

وتابع البيان، أن سنة 2025، التي تعتبر سنة حاسمة لبلدنا، ستكون بمثابة بداية لعهدة تتمحور حول الأداء الاقتصادي.

كما تم التأكيد على أن دور وزارة المالية سيكون أساسيا للاستجابة لتطلعات السلطات العليا وللقيام على كمال وجه بالأعمال الضرورية لتحقيق الأهداف المسطرة، سيما عبر

وزير المالية، عزيز فايد:

2025 .. سنة الأداء الاقتصادي

ترأس وزير المالية، عزيز فايد، اجتماعا تنسيقيا خصص لتقييم وضعية تنفيذ الخطة الاستراتيجية للمديرية العامة للاستشراف، حسبما أفاد به بيان للوزارة، وأوضح المصدر، أن هذا اللقاء يندرج في إطار سلسلة الاجتماعات الرامية إلى تعزيز التناغم والترابط بين هيكل وزارة المالية، لا سيما الأجهزة المكلفة بالتقدير والاستشراف، والأهوية المديرية العامة للتقدير والسياسات والمديرية العامة للاستشراف وكذلك الديوان الوطني للإحصائيات. أما الهدف من ذلك، تصفيف الوزارة، فيتمثل في تشجيع العمل التعاوني وتأمين الدور الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف في إعداد الرؤى

الاقتصادية طويلة المدى، على غرار رؤية الجزائر 2040 وما بعدها. وأكد فايد خلال هذا الاجتماع، على أهمية جعل تنمية المورد البشري محورا لمبادرات الوزارة، مع الاستدراك بأن نجاح استراتيجيات التنمية الاقتصادية المستدامة يقوم قبحل كل شيء على الكفاءات والتزام الفرق. كما شدد على ضرورة تظافر الجهود وتسهيل تدفق المعلومات بين مختلف الكيانات من أجل تعزيز عملية صنع القرار التبحرة والفعالة. وذكرت الوزارة في هذا الصدد، بأن الحوار الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف مهيكله حول عديد الأولويات الأساسية، والأهوية اصملا دراسات

وتحليل استشرافية تتعلق بمسائل التنمية الاقتصادية والأقليمية والاجتماعية والبشرية وكذلك البيئية والتكنولوجية. كما لعلف المديرية، أيضا، على تحليل وتقييم تناغم وفعالية سياسات وبرامج التنمية الجارية. بالموازاة مع ذلك، فهي ترمي إلى الحصول على أدوات ومساائل التحليل والاستشراف من أجل تحسين قدراتها الاستباقية. وفي الأخير، فإن تعزيز الكفاءات والقدرات البشرية تشكل، حسب ذات المصدر، بهذا معوربا، عبر التكوين التواصل للمستخدمين حول الجوانب التقنية والتحليلية اللازمة لأداء مهامهم. وفي هذا الصدد، أكد الوزير على أهمية إدراج

الجوانب المتعلقة بتخصيص الوارد في الخطة الاستراتيجية للمديرية العامة للاستشراف، وكذلك التكفل بالقطاع الموزي من أجل تعزيز القدرة على تكيف الاقتصاد الوطني أمام التحديات الحالية. وتابع البيان أن سنة 2025 التي تعتبر سنة حاسمة لبلندا، ستكون بمثابة بداية لعهد متمحور حول الأداء الاقتصادي. كما تم التأكيد على أن دور وزارة المالية سيكون أساسيا للاستجابة لتطلعات السلطات العليا ولقيام على أكمل وجه بالأعمال الضرورية لتحقيق الأهداف المسطرة سيما عبر اعطاء الأولوية للبعد الاستشرافي لتوقعات الاقتصادية. وتابع المصدر أن المسؤول الكلف بالمديرية

العامة للاستشراف قد عرض خلال هذا اللقاء، أهم الأعمال المنجزة، إلى جانب مخطط العمل لسنة 2025 مشددا على تجسيد الحوار الاستراتيجي وتحقيق الأهداف المسطرة. ومن بين المساهمات الهامة للمديرية العامة للاستشراف هناك إنجاز رؤية الجزائر 2030 ورؤية الجزائر 2035. وخلص المصدر في الأخير إلى التأكيد، على أن هذا الاجتماع يندرج في إطار "هياكلية التشاور التواصل الهادف إلى فتح النقاش حول الاستراتيجية التي لتتحقيق الأهداف المسطرة مع تعزيز المشاركة الفعالة والفعلية للأطراف المعنية".

نصيرة سعيد عني

المنافشة العامة المقررة بعد احتفالات عيد الثورة أحكام قانون المالية بين أيدي النواب

تشرع، اليوم، لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، في دراسة أحكام مشروع قانون المالية والميزانية لـ 2025 بسماع وزير المالية لعزیز هاید.



هدى جمال

● يقدم ممثل الحكومة، اليوم، حسب البرنامج الأولي لجلسات اللجنة، عرضاً عن أحكام المشروع، مثلما تنص عليه الإجراءات التشريعية، ويتبع بتنظيم جلسات مع مسؤولي قطاع المالية لدراسة أحكام القانون، ثم الاستماع إلى عرض قطاعات وزارية لميزانيتهما، وصولاً لإعداد التقرير التمهيدي والمناقشة العامة المقررة خلال شهر نوفمبر المقبل على أمل اللحاق بالأجال القانوني المنصوص عليها في المادة 46 الدستور التي توجب على أن لا يتجاوز البرلمان بقرنتيه مدة 75 يوم للتصويت على المشروع.

ووفقاً لأحكام المادة 46 من النظام الداخلي للمجلس الشعبي الوطني تباشر اللجنة المالية الاستماع إلى الوزراء على رأسهم ووزير المالية والإطارات العليا، ولها الحق أيضاً في طلب من مختلف الجهات العامة البيانات والمعلومات والمستندات التي ترى أنها تسهدها في دراسة مشروع القانون أثناء أداء مهامها، غير أن هذا الإجراء الهام الممثل في الاستماع لم ينظم بكونية تجعل منها إجراء ملزماً، ذلك أنه يكسب طابعاً اختيارياً مما يترك لأعضاء الحكومة وإطاراتها إمكانية الرد أو عدم الرد على طلب اللجان الدائمة الأخرى.

وتخضع دراسة قانون من أحكام المادة 147 التي تنص أنه لا يقبل أي اقتراح قانون أو تعديل قانون يقدمه أعضاء البرلمان يكون مضمونه أو نتيجته تخفيض

الموارد العمومية، أو زيادة النفقات العمومية، إلا إذا كان مرفوقاً بتدابير تستهدف الزيادة في إيرادات الدولة أو توفير مبالغ مالية في فصل آخر من التفقات العمومية تساوي، على الأقل المبالغ المقترح إنفاقها.

وتشكل جلسة تقديم المشروع في اللجنة ودراسة أحكامه، ثم مناقشته في أهم اللحطات في الحياة البرلمانية بالنظر إلى أهمية التشريع الذي يترجم السياسات الاقتصادية والتنموية للحكومة.

وينتظر أعضاء اللجنة وهي أكبر وأهم لجنة في المجلس ممثل الحكومة، يشوق للإطلاع على حيثيات إعداد أحكام هذا المشروع ومناقشة أحكامه والميزات المخصصة للمقطاعات ذات الاهتمام لديهم والميزانية المخصصة لكل ولاية. ورغم الاحتجاجات التي عثر عليها نواب بسبب انتهاك أحكام المادة 71 من القانون العضوي لقوانين المالية التي توجب إيداع المشروع قبل 7 أكتوبر من كل سنة وما يطرحه ذلك من ضغط في الرزنامة، ينتظر أن يتم تجاوز هذا الإشكال القانوني، كما تم العام الماضي الذي شهد أيضاً تأخر الحكومة لأسباب تتعلق بكثافة الرزنامة، حيث منحت الأولوية لمناقشة بيان السياسة العامة والحكومة والمصادقة على قانون المالية الاستدراكي (التصحيحي).

ويملك وزير المالية هذه المرة ذريعة القوة القاهرة في الدفاع عن موقفه أمام أعضاء اللجنة النواب، إذ تزامن إعداد المشروع مع

الانتخابات الرئاسية لـ 7 سبتمبر وما تلاها من مراسيم تنصيب الرئيس عبد المجيد تبون الفائز بعمدة ثانية ما تلاها من ترتيبات اليمين الدستوري.

ويكرس مشروع قانون المالية لسنة 2025 خارطة طريق لتعزيز النمو الاقتصادي وتحقيق التنمية المستدامة، من خلال إجراءات وتدابير مقترحة تساهم في مجملها في سياق تشجيع الاستثمار وتعزيز المشاريع العمومية وتحسين مناخ الأعمال، فضلاً عن تحسين القدرة الشرائية وتحفيز التحول الرقمي، مع تسجيل غياب أعباء جبائية تمس المواطن.

ووفقاً للتوجهات العامة للمشروع، فإن السلطات العمومية تسعى إلى الحفاظ على الديناميكية المسجلة، عن طريق متابعة التدابير المتخذة في السنوات السابقة التي تهدف إلى تعزيز النمو الاقتصادي وضمان الأمن الغذائي والمائي المستدام والحفاظ على العدالة الاجتماعية والقدرة الشرائية للمواطن.

كما يبلور مشروع قانون المالية لسنة 2025 التوجهات الرامية إلى تحسين القدرة الشرائية والحفاظ على الإطار المعيشي للمواطنين وتعبئة موارد إضافية مخصصة لدعم وتنفيذ التنمية الاقتصادية والاجتماعية للبلاد وكذا تنويع الاقتصاد، من خلال دعم الاستثمار وترقية مختلف المبادرات وترقية التحول الطاقوي ورقمنة مصالح الدولة ودعم اقتصاد المعرفة.

هدى ج



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger